

CTL du 12 juillet 2016 - COMPTE RENDU

Au plan national, ce CTL se déroulait sur fond de loi Travail et de la nouvelle utilisation du 49-3 que nos organisations SOLIDAIRES, FO et CGT ont dénoncée. Cette position est par ailleurs partagée par plus d'un million de personnes à travers la participation à la votation citoyenne et les nombreux rassemblements et manifestations de ces derniers jours.

Plus près de nous, les premiers chiffres du budget 2017 ont récemment été dévoilés en marge du discours d'orientation budgétaire : 66 et 1512 !

1512 suppressions d'emplois dans les Ministères Économiques et Financiers, dont 1200 à la DGFIP, et 66 % des suppressions d'emplois dans la fonction publique le sont dans les MEF.

Le combat contre la fraude et l'évasion fiscales a du plomb dans l'aile !

Localement, nous nous sommes battus collectivement en juin dernier. Grâce à la solidarité financière d'un grand nombre d'agents, une centaine d'entre nous a pu, par une occupation pacifique de l'accueil des SIP de Toulon du 2 au 20 juin (date de suspension du mouvement), dénoncer :

- les suppressions d'emplois et les trop nombreuses vacances A, B et C
- les incessantes restructurations (PCR, SPF-Enregistrement) et les fermetures de services
- la remise en cause des règles de gestion nationale
- le salaire au mérite découlant du RIFSEEP et de PPCR.

Notre déclaration liminaire a repris l'ensemble de ces sujets ainsi que ceux à l'ordre du jour de ce Comité Technique Local, comité qu'il a fallu tenir pendant les vacances estivales alors qu'il ne contenait que des points d'information. De qui se moque-t-on ?

➔ Sur le Rapport d'activité de l'année 2015 (info) : tout va bien, et la fréquentation de l'accueil diminue ! On oublie juste le « petit » problème concernant la modification du RFR et la demi part concernant les personnes âgées ! Il est vrai que cela n'a entraîné aucune augmentation de présence physique à nos guichets...

➔ Sur le Tableau de Bord de Veille Sociale (info) : c'est, 7 mois après la fin de l'année, le catalogue des CET pleins avec des journées définitivement perdues, des écrêtements d'horaires, des services dont les agents sont en souffrance, ... des situations que l'on dénonce, pour certaines, depuis 2 ans ! Heureusement que les structures à risques n'attendent pas la parution de cette étude afin qu'une solution à leurs problèmes soit apportée !...

Les indicateurs présentés, quoique pertinents, perdent de leur intérêt quand on les étudie au second semestre de l'année N+1 !

Au final, un calcul rapide nous avait permis d'évaluer qu'en cumulant les écrêtements horaires, les jours déposés sur les Comptes Épargne Temps et les jours de congés perdus, ce sont 35 Emplois Équivalent Temps Plein pour la DGFIP du Var en 2015, que l'on peut qualifier d'emplois dissimulés.

⇒ Un point relatif à la gestion des hébergés, et plus particulièrement au sujet de la gestion des dépôts de fonds, titres, valeurs mobilières des personnes hébergées dans des établissements publics de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux, qui est une des missions de certains comptables du pôle gestion publique, (pour laquelle le Directeur souhaitait entamer une nouvelle expérimentation) n'a pas pu être débattu, le chef de service qui devait communiquer sur ce sujet étant absent (le sujet était prévu pour la 2^e partie du CTL soit le lendemain).

Nous n'avons donc pour seuls instruments préparatoires qu'une fiche anorexique, ne contenant aucune information intéressante alors qu'un audit interrégional de 2015 avait souligné, à partir de constats, la fragilité de la gestion de cette mission.

Un copil s'est tenu en juin sur ce sujet, dont aucune info ne nous a été transmise.

Il y a un problème : lequel ? Postes sources et cibles : quelles pistes ?

Aucune réponse précise n'a été donnée ! Pourtant les questions que nous avons posées sont nombreuses, détaillées et explicites !

Le Directeur a vraiment un profond dédain pour ses partenaires sociaux !

Il a poursuivi son mépris en répondant à d'autres points soulevés dans notre liminaire sur :

⇒ SPF-Enregistrement en confirmant son engagement de tenir des groupes de travail, mais que sur les modalités de mise en œuvre de la réforme SPF-E !

⇒ Les Services Civiques ont bien travaillé, même si à deux reprises il a dû intervenir à notre demande, pour recadrer leur mission.

Enfin, en ce qui concerne l'immobilier :

- le montant du recouvrement des sols de la cité administrative de Toulon a été chiffré par la DG à 67 000 euros. Cela est nettement insuffisant tant sur la surface traitée (moins de 900m² soit moins d'1/4 des surfaces contenant de l'amiante) que sur le coût de cette opération ! Les appels d'offre seront lancés à l'automne.

- Les travaux concernant la construction du centre de La Seyne/Six-Fours dans la zone des Playes ont pris du retard, du fait de problèmes d'urbanisme qui sembleraient être en voie de résolution. Si les différents intervenants (collectivités territoriales et propriétaire) arrivent à un accord, le permis de construire pourra être déposé et, s'il est accepté, les travaux pourront alors commencer ... au mois d'octobre 2016 et pour une durée de 15 mois minimum. Bref, rien n'est fait et compte tenu des problèmes rencontrés depuis le début du projet, le DDFIP reste prudent sur l'issue finale.

- Les appels d'offre concernant les travaux de Besagne devraient être lancés cet automne

Le dialogue social local a pris du plomb dans l'aile au grand désespoir du directeur qui s'est plaint à plusieurs reprises que quoi qu'il fasse, c'est jamais bien !

Vous avez raison monsieur le Directeur, sur ce point là nous sommes d'accord : c'est jamais bien !